



CNCd-11.11.11

Abonné·e de Mediapart
BILLET DE BLOG 2 NOV. 2022

Fin du monde et fin du mois sont plus que jamais un même combat

La crise énergétique est une opportunité de répondre simultanément aux problèmes de fin du monde et de fin du mois, car les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique permettraient à la fois d'accélérer la transition écologique et de réduire la facture énergétique. Par Arnaud Zacharie.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Après sa démission du gouvernement français en 2018, Nicolas Hulot avait souligné l'importance de « combiner les problèmes de fin du mois avec les problèmes de fin du monde »^[1]. A l'époque, ces enjeux étaient considérés comme difficilement conciliables, après que la hausse du prix du carburant exacerbée par la taxe carbone ait débouché sur le mouvement des Gilets Jaunes en France.

Aujourd'hui, la flambée des prix des énergies fossiles et la succession d'inondations et de sécheresses remettent brutalement cette question à l'avant-plan. D'une part, les conséquences de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine ont rendu le coût du chauffage, de l'électricité et du carburant impayable pour les ménages vulnérables. D'autre part, l'intensification des catastrophes climatiques affecte en particulier les plus pauvres et rend plusieurs endroits du monde de plus en plus difficilement habitables. La crise énergétique s'ajoute au changement climatique pour faire de la résolution des problèmes de fin du monde et de fin du mois un défi plus urgent que jamais.

La dimension sociale de la question climatique

La question sociale est au cœur des enjeux climatiques. Comme le résume Eloi Laurent, les inégalités sociales et les dérèglements climatiques sont deux phénomènes qui s'autonourrissent : « Les inégalités sociales nourrissent les crises écologiques ; les crises écologiques grossissent en retour les inégalités sociales »^[2]. En effet, les causes et les conséquences du changement climatique sont le reflet des inégalités mondiales.

En ce qui concerne les causes, une minorité d'entreprises et d'individus les plus riches sont responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre : les 10% les plus riches concentrent près de la moitié des émissions mondiales, contre seulement 12% pour la moitié de la population mondiale la plus pauvre^[3], tandis que 100 firmes transnationales et Etats producteurs d'énergies fossiles ont concentré plus de 70% des émissions d'origine industrielle entre 1988 et 2015^[4]. A l'opposé, ce sont les populations les plus pauvres qui sont les principales victimes des conséquences des dérèglements climatiques – aussi bien au niveau international que national. Les

pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud sont les plus exposés aux sécheresses et aux inondations, alors qu'ils sont les pays qui émettent le moins de gaz à effet de serre. On observe la même injustice climatique lorsqu'une catastrophe climatique survient dans un pays, où les plus pauvres qui ont les capacités d'adaptation les plus faibles sont les principales victimes – comme on l'a constaté lors de l'ouragan Katrina aux Etats-Unis en 2004 ou lors des inondations de l'été 2021 en Europe.

En toute logique, la majorité des efforts de réduction des émissions devrait peser sur les plus riches qui en sont les principaux responsables. Les inégalités horizontales d'empreintes carbone sont toutefois importantes au sein de chaque décile de revenu responsable des émissions. En France, plus du quart des ménages faisant partie des 10% les plus pauvres ont une empreinte carbone plus élevée qu'un quart des ménages appartenant aux 10% les plus riches[5]. Il s'agit souvent d'émissions contraintes par des facteurs géographiques ou techniques qui imposent le recours aux énergies fossiles.

Les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de s'adapter peuvent craindre de devoir assumer une part démesurée du coût social de la transition énergétique. L'insécurité sociale se double d'une injustice climatique susceptible d'exacerber la défiance envers les responsables politiques et d'alimenter la crise démocratique. Les partis nationalistes et d'extrême droite cherchent à exploiter ce ressentiment en défendant des thèses ouvertement climato-sceptiques ou, à tout le moins, climato-réalistes. Or ce n'est pas en minimisant les causes et les conséquences du changement climatique qu'on règlera les problèmes des personnes qui doivent en assumer les risques.

Répondre de front aux crises énergétique et climatique

Comme le souligne l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les gouvernements ne doivent pas arbitrer entre la crise énergétique et la crise climatique, car le déploiement des énergies propres n'est plus seulement justifié pour son effet positif sur la diminution des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi sur la réduction de la facture énergétique et de l'insécurité d'approvisionnement[6]. La polycrise mondiale actuelle est une opportunité pour les gouvernements de lutter à la fois contre les dérèglements climatiques et la précarité énergétique, en augmentant de manière significative les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique tout en protégeant les ménages vulnérables contre la volatilité des prix.

Certes, à court terme, les gouvernements doivent multiplier les subventions aux énergies fossiles pour limiter les conséquences sociales de l'envolée incontrôlée des prix, alors que les économistes qui prônent le « signal prix » recommandent au contraire de rendre les énergies fossiles plus chères pour inciter les consommateurs à en sortir. Pourtant, ces soutiens publics aux énergies fossiles sont socialement légitimes et nécessaires, car ils permettent d'éviter que les ménages vulnérables soient condamnés à se priver de chauffage ou d'électricité. La transition énergétique ne doit pas consister à sacrifier les consommateurs victimes de précarité énergétique, mais au contraire à déployer des alternatives plus durables, accessibles et rentables pour concilier les enjeux de fin du monde et de fin du mois.

En revanche, il est primordial de cibler ces mesures d'urgence sur les plus pauvres, plutôt que les généraliser à l'ensemble de la population. Cela permet non seulement de limiter l'endettement public, qui a fortement augmenté depuis le début de la pandémie de Covid-19, mais aussi d'être en mesure de lutter contre la précarité énergétique tout en incitant les consommateurs qui en ont les moyens à investir dans des panneaux solaires ou dans l'isolation

de leur logement. Il faut toutefois éviter, pour des raisons autant sociales que climatiques, que la transition écologique ne soit accessible qu'aux plus aisés. C'est pourquoi les mesures ciblées doivent inclure des financements pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans les logements des ménages en situation de pauvreté. Cela permettrait à la fois d'accélérer la transition écologique et de réduire durablement la facture énergétique des personnes concernées.

C'est dans ce but qu'en Belgique, les Réseaux de lutte contre la pauvreté ont publié une lettre ouverte demandant aux gouvernements un soutien plus ciblé sur les classes moyennes inférieures et l'adoption d'un pacte logement-énergie impliquant des investissements massifs dans la rénovation des logements occupés par des familles à faible revenu et des classes moyennes inférieures, en particulier les locataires vulnérables et les propriétaires pauvres, afin d'améliorer l'efficacité énergétique et d'assurer l'accès aux sources d'énergies renouvelables[7]. Limiter les soutiens publics à une quantité déterminée de consommation d'énergie permettrait en outre d'inciter les ménages à la sobriété.

Un nouveau pacte social-écologique

Plus généralement, la transition écologique doit reposer sur un nouveau pacte social-écologique fondé sur la justice fiscale, afin de mobiliser les ressources publiques nécessaires pour à la fois soutenir les investissements verts et financer la protection sociale des plus vulnérables. A court terme, cela implique de taxer les surprofits des entreprises et les plus hauts revenus pour financer les aides aux plus démunis sans creuser démesurément les déficits publics. A moyen terme, cela nécessite de renforcer la progressivité de l'impôt sur les revenus du travail, la taxation des revenus du capital et la lutte contre l'évasion fiscale. Comme le souligne Thomas Piketty, « aucune politique ne parviendra à lutter efficacement contre le changement climatique si l'on ne place pas au cœur de la réflexion la question de la justice sociale et fiscale »[8].

Certes, les compagnies gazières et pétrolières utilisent la flambée des prix et les craintes de ruptures d'approvisionnement pour renforcer leur position et inciter les gouvernements à accepter qu'elles investissent dans l'extraction à court terme et l'exploration de nouveaux projets à plus long terme qui pourraient leur permettre de maintenir leurs activités dans les énergies fossiles pendant des décennies. Les forces nationalistes et conservatrices sont quant à elles déterminées à évacuer le débat climatique pour mieux imposer leur agenda identitaire. Il n'en reste pas moins que la polycrise mondiale actuelle offre aux gouvernements une opportunité historique de réconcilier les enjeux de fin du monde et de fin du mois. Ils seraient bien inspirés de la saisir.

Arnaud Zacharie.

[1] https://www.liberation.fr/france/2018/11/23/nicolas-hulot-combiner-les-problemes-de-fin-de-mois-et-de-fin-du-monde_1693737/

[2] E. Laurent, *Le bel avenir de l'Etat Providence*, LLL, 2014, p. 58.

[3] <https://wid.world/news-article/climate-change-the-global-inequality-of-carbon-emissions/>

[4] Climate Accountability Institute, « The Carbon Majors Database », CDP, 2017. <http://climateaccountability.org/pdf/CarbonMajorsRpt2017%20Jul17.pdf>

[5] A. Pottier et al., « Qui émet du CO₂ ? Panorama critique des inégalités écologiques en France », FAERE, 2020. https://faere.fr/pub/WorkingPapers/Pottier_Combet_Cayla_Lauretis_Nadaud_FAERE_WP2020.15.pdf

[6] Agence international de l'énergie, *World Energy Investment 2022*, IEA, juin 2022. <https://www.iea.org/reports/world-energy-investment-2022>

[7] Réseau belge de lutte contre la pauvreté, « Demande de créer de toute urgence une taskforce 'Sortir de la crise énergétique par le haut' », 26 septembre 2022.

[8] T. Piketty, *Capital et idéologie*, Seuil, 2019, p. 779.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.